



## Séance spéciale

Mardi 12 juin 2012, 11 h 35

Présidence de M. Alburquerque de Castro

### ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE M. RICARDO MARTINELLI BERROCAL, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PANAMA

*Original espagnol:* Le PRÉSIDENT

Je déclare ouverte cette séance spéciale de la 101<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail.

La Conférence internationale du Travail a l'honneur de recevoir la visite de M. Ricardo Martinelli Berrocal, Président de la République du Panama. Pour souhaiter la bienvenue à notre invité d'honneur et le présenter, je donne la parole au Secrétaire général de la Conférence.

*Original espagnol:* Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
de la CONFÉRENCE

M. Ricardo Martinelli Berrocal, c'est un honneur que de vous accueillir parmi nous dans cette maison du tripartisme, alors que votre pays connaît l'une des périodes de croissance les plus dynamiques et les plus longues de son histoire.

Le rapport présenté cette semaine par le BIT et la CEPAL indique que le Panama est l'un des cinq pays de l'Amérique latine et des Caraïbes qui a enregistré la plus forte croissance en 2011 – plus de 10 pour cent – et où le chômage urbain a reculé le plus.

Étendre les bénéfices de la croissance aux zones rurales est un défi pour lequel nous souhaitons accompagner votre gouvernement. Votre expérience en tant qu'employeur vous a permis de comprendre personnellement le rôle central du travail dans le développement des personnes et des sociétés.

Les années que vous avez passées à la tête de la Caisse de la sécurité sociale vous ont mis en prise directe avec les défis que représente pour un pays la mise en place d'un système efficace de sécurité sociale.

Au début de cette année, nous avons reçu la bonne nouvelle que votre gouvernement, le Conseil panaméen des travailleurs organisés (CONATO), la Confédération nationale de l'Unité syndicale indépendante (CONUSI) et le Conseil national de l'entreprise ont commencé à définir les priorités d'un programme national de travail décent.

De même, vous avez signé un accord tripartite en vue de renforcer la liberté syndicale et la négociation collective au Panama. Nous espérons qu'il sera fructueux. Contribuer à cette action est très important et, par conséquent, nous sommes disposés à coopérer avec vous dans ce domaine.

C'est une bonne nouvelle parce que cet accord jette les bases pour rechercher de nouvelles avancées dans le domaine du dialogue social, et nous formulons des vœux pour qu'il s'intensifie au Panama.

Comme vous le savez, Monsieur le Président, l'OIT croit fermement dans la valeur du dialogue social et du tripartisme en tant que sources de paix sociale et de stabilité économique.

Nous sommes conscients aussi des efforts que votre gouvernement déploie pour lutter contre le travail des enfants, et de la priorité que vous avez accordée à la création d'emplois pour les jeunes.

Nous nous félicitons des accords conclus avec les communautés indigènes dans les domaines notamment des mines et de l'énergie hydroélectrique et nous encourageons le gouvernement à envisager la ratification de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, et à progresser dans ce sens.

Alors que le monde est pris au dilemme de visions contradictoires quant à la façon de surmonter la crise et de construire un modèle de croissance plus solide et plus durable, je suis très heureux de constater que votre gouvernement et l'OIT coïncident sur les mêmes principes.

Monsieur le Président, vous avez dit et je vous cite: «Nous devons élaborer des politiques qui facilitent des emplois décents et bien rémunérés afin de permettre la reprise économique des différents pays. L'austérité à elle seule ne résoudra pas le malaise des économies développées. Il faut des politiques qui répondent aux besoins des personnes et des ménages qui constituent les Etats.»

Nous sommes absolument d'accord avec cette déclaration. Nous sommes convaincus que le chemin vers des économies et des sociétés plus prospères, plus justes et plus viables passent par le travail décent.

C'est un honneur, Monsieur le Président, que de vous accueillir dans cette Organisation, vous qui dirigez un pays qui a la singularité d'avoir accès aux deux plus grands océans de la planète.

*Original espagnol:* Le PRÉSIDENT

Je prie notre invité d'honneur, M. Martinelli, Président de la République du Panama, de bien vouloir se rendre au pupitre pour prononcer son allocution devant la Conférence.

*Original espagnol:* M. MARTINELLI (Président  
de la République du Panama)

Je remercie le Directeur général du BIT et l'Organisation internationale du Travail de m'avoir

invité à m'exprimer à cette session de la Conférence internationale du Travail. C'est un grand honneur pour moi et pour mon gouvernement et, en particulier, pour les acteurs du tripartisme de la République du Panama.

Je souhaite féliciter M. Rafael Francisco Alburquerque de Castro qui préside cette Conférence, et occupe le poste de Vice-président de la République dominicaine, pays frère avec lequel nous entretenons des liens d'amitié et une étroite coopération. L'Organisation internationale du Travail a distingué un de ses grands orateurs en lui confiant la présidence de cette session de la Conférence.

Nous étendons nos salutations au bureau de la Conférence, aux représentants des gouvernements, des travailleurs et des employeurs.

Le gouvernement du Panama accueille également avec satisfaction l'élection de M. Ryder au poste de Directeur général du BIT. Monsieur Ryder, les acteurs du tripartisme du Panama vous souhaitent de relever avec succès les défis que présente un monde bouleversé par une crise économique et financière qui n'épargne pas l'Organisation internationale du Travail. Nous vous assurons du soutien du Panama pendant votre mandat.

J'aimerais également saluer les représentants des travailleurs et des employeurs, M. Luc Cortebecq et M. Daniel Funes de Rioja.

Aux distingués délégués, représentants des gouvernements, des travailleurs et des employeurs, j'adresse également une salutation fraternelle de la part du gouvernement et du peuple du Panama, ainsi que nos remerciements pour nous avoir permis de prendre la parole à cette 101<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail.

Le Panama et l'OIT entretiennent des liens historiques. Notre République avait acquis son indépendance depuis seize ans lorsqu'elle a rejoint le groupe de pays qui a fondé l'OIT en 1919. Aujourd'hui, nous continuons à œuvrer en ayant à l'esprit le principe consacré par la Constitution, selon lequel «une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale».

Nous soutenons les principes énoncés dans la Déclaration de Philadelphie, à savoir que la liberté d'expression et d'association est indispensable et que nous devons mener une lutte acharnée contre la pauvreté, qui constitue un danger pour la prospérité de tous.

Nous reconnaissons que la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable et l'Agenda du travail décent sont justes et pertinents.

Nous soutenons la promotion de l'emploi, le développement des compétences, la création d'entreprises durables et la croissance économique, ainsi que l'extension de la sécurité sociale et la protection des travailleurs en encourageant le dialogue social et le tripartisme.

Nous sommes face à une crise mondiale et à une crise de la mondialisation. Cela nous conduit à devoir prendre des mesures de protection et à mettre en place des politiques économiques favorables à la croissance et au développement social.

D'après la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, au cours du premier semestre 2011, la plupart des pays de la région ont enregistré des résultats positifs grâce à un contexte extérieur favorable. En revanche, la deuxième moitié de l'année a été marquée par la volatilité et l'incertitude à l'échelle internationale.

Malgré cela, en 2011, le Panama a enregistré la plus forte croissance de la région avec un taux de plus de 10,6 pour cent. De plus, nous avons fait preuve d'un dynamisme sans pareil dans la création d'emplois de meilleure qualité et notre taux de chômage ouvert est passé de 6,7 pour cent à 4,5 pour cent au cours de la même année.

Cependant, la politique macroéconomique présente des défis considérables tels que l'inflation et la menace du ralentissement de la croissance, qui est liée essentiellement à des facteurs extérieurs, en particulier dans la zone euro.

En tant que Président du Panama, je suis optimiste et j'œuvre en faveur du développement économique et social de mon pays. C'est pourquoi j'ai proposé au peuple du Panama d'amorcer des changements sans précédent dans l'histoire du pays, qui supposent des modifications profondes de la politique économique et des programmes sociaux. Dans notre pays, de nombreux groupes économiques ne voulaient pas payer d'impôts et certains s'y refusent encore aujourd'hui.

Les statistiques de croissance font apparaître que le Plan stratégique national que nous avons mis en œuvre apporte des avantages au peuple panaméen. Face à cette situation favorable, nous avons la responsabilité de combler progressivement le fossé économique et social entre les riches et les pauvres. Aussi, nous avons réussi à attirer des investissements, ce qui nous a permis de créer des emplois décents sans sacrifier la main-d'œuvre. En 2011, les investissements directs étrangers se sont élevés à plus de 3 milliards de dollars.

Mon gouvernement a finalement ratifié des traités de libre-échange qui avaient été laissés en suspens depuis de nombreuses années. Nous nous sommes ouverts aux marchés les plus importants, comme ceux des États-Unis, d'Asie et d'Europe, ce qui a permis la participation de nouveaux acteurs économiques.

Grâce à la négociation du traité de libre-échange, nous sommes parvenus à obtenir un accès préférentiel aux marchés internationaux et, parallèlement, nous avons renforcé notre position stratégique par le biais de l'augmentation des investissements et de l'offre de services.

Notre économie se fonde sur les services, sur l'activité maritime, sur le secteur logistique et les secteurs y afférents et sur toutes les activités liées au canal de Panama et à notre position géographique. Ces services et ces activités représentent 14 pour cent de notre produit intérieur brut.

Notre position stratégique, nos infrastructures modernes, nos services logistiques et de transport par le canal de Panama font de nous un des leaders mondiaux du transport maritime.

Le Panama sera le Singapour de l'Asie, le Hongkong de la Chine, le New York des services financiers, la Suisse des organismes internationaux et le Dubaï du Moyen-Orient. Dans ce sens, l'élargissement du canal nous permettra de renforcer notre rôle dans le système des échanges commerciaux et de créer de nouvelles possibilités commerciales.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, les trois agences de notation de renommée mondiale ont reclassé Panama, qui figure à présent parmi les pays où l'on peut investir. Nous sommes également sortis de toutes les listes noires, grises et autres qui nous classaient parmi les paradis fiscaux, grâce à la

signature d'accords de double imposition avec plus d'une douzaine de pays de l'OCDE.

Enfin, j'aimerais vous dire avec fierté que le programme dénommé «Crisol de Razas» (mélange de races) a permis à plus de 25 000 travailleurs migrants d'accéder à une certaine prospérité économique en régularisant leur statut.

Pour répondre à l'invitation de M. Juan Somavia, j'aimerais vous exposer brièvement les avancées qu'a connues mon pays au cours de mon mandat.

D'après le *Rapport sur la compétitivité mondiale 2011-2012*, élaboré par le Forum économique mondial, le Panama serait le deuxième pays le plus productif et compétitif de la région d'Amérique latine et des Caraïbes, juste après le Chili, et détiendrait la 49<sup>e</sup> position à l'échelle internationale.

Le Plan stratégique national pour la période 2010-2014 établit la stratégie économique et sociale, la programmation financière et le plan d'investissements publics à suivre pour les cinq prochaines années. En trois ans à peine, nous avons déjà réussi à ramener le taux de pauvreté de 36 à 26 pour cent. De plus, le plan reprend les objectifs convenus dans le cadre d'une concertation nationale.

Le plan insiste sur la capacité de gestion et sur la coordination des différentes entités de l'exécutif afin d'atteindre les objectifs de croissance économique et de diminution de la pauvreté et de parvenir à une meilleure répartition des richesses produites dans notre pays.

Nous avons soumis le plan stratégique au débat public, comme le prévoit la loi, afin de rendre transparents tous les programmes et les plans et de renforcer les mécanismes de prise de décisions et de suivi par la société panaméenne. L'exécutif fait ainsi preuve de transparence et de responsabilité.

Les chefs d'Etat et de gouvernement, les vice-présidents, les ministres du travail, les dirigeants des organisations d'employeurs et de travailleurs de toutes les régions ont largement appuyé le Plan stratégique du gouvernement de Panama au Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi, en 2009.

Dans le droit fil du Pacte mondial pour l'emploi, le Plan stratégique du Panama a permis de créer des emplois décents: le nombre d'emplois des femmes et des hommes a augmenté et nous avons apporté notre soutien aux entreprises, en particulier aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux microentreprises.

Pour résumer, ce plan stratégique a facilité l'insertion rapide des jeunes sur le marché du travail par la création de davantage d'emplois. Il a permis d'augmenter le salaire minimum de 15 à 18 pour cent dans plus de 20 catégories d'emploi allant du service domestique aux secteurs agricole, industriel ou de la pêche. En fin de compte, le salaire minimum a augmenté de près de 50 pour cent en trois ans. Le plan a également permis d'améliorer les systèmes de protection des personnes et des familles, notamment des populations les plus vulnérables, en garantissant le maintien des revenus et des seuils de subsistance ainsi que les retraites. Enfin, le plan améliore les possibilités d'adéquation entre l'offre et la demande d'emplois, en offrant des formations aux travailleurs, tout en encourageant l'investissement de fonds publics et l'investissement étranger.

Dans la ligne du Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT, nous proposons une offre de formation professionnelle et technique et des activités de déve-

loppement des compétences entrepreneuriales, en particulier aux jeunes chômeurs.

Le plan stratégique mis en place par mon gouvernement prévoit, dans le cadre de politiques publiques, le développement et la mise en œuvre d'un réseau Internet national qui permette à tous d'avoir accès à Internet.

Au Panama, nous avons mis en place un réseau à large bande dans un souci d'équité et d'égalité des chances, afin de combler la fracture numérique et technologique existante. Ce projet touche près de 2,8 millions d'habitants, soit presque 84 pour cent de la population du pays – qui compte 3,4 millions d'habitants.

Depuis le mois de mars 2012, le réseau compte 1 005 postes d'accès dans 33 villes et villages du pays, et dispose d'une vitesse d'accès de 1 mega. Les étudiants universitaires et les professionnels sont les principaux groupes à y recourir représentant respectivement 49 et 23 pour cent des utilisateurs.

Nous avons également mis en place le programme *Mi primer empleo* dont ont bénéficié des milliers de jeunes Panaméens qui ont pu accéder à un premier emploi digne et décent.

Nous continuons à honorer la promesse que nous avons faite au peuple panaméen: «Ensemble, nous changerons ce pays.»

Les objectifs du plan stratégique ont été établis pour, premièrement, promouvoir les possibilités d'emploi pour les régions et les sphères sociales les moins développées, deuxièmement, améliorer la répartition de la richesse et réduire la pauvreté, troisièmement, renforcer les institutions gouvernementales et les liens avec le secteur privé pour développer la croissance, maximiser l'efficacité et promouvoir l'inclusion sociale, quatrièmement, garantir une répartition simple et juste de la charge fiscale et, dans le même temps, maintenir la compétitivité des secteurs et, cinquièmement, renforcer le marché interne en créant un cadre sûr et transparent qui donne confiance aux producteurs et aux investisseurs et réduise les niveaux de chômage.

Les objectifs du plan stratégique sont atteints tout en maintenant une stabilité macrobudgétaire. Notre déficit budgétaire, approuvé par le gouvernement, s'élève à 2,9 pour cent du budget.

Le gouvernement possède trois outils pour promouvoir la croissance dans les secteurs clés.

Tout d'abord, l'investissement dans les infrastructures. Nous construisons en des points stratégiques des infrastructures telles que des routes ou autoroutes et investissons dans des infrastructures pour le développement telles que les aéroports. Nous avons ainsi construit trois aéroports et nous sommes en train d'agrandir l'aéroport national de Tocumen qui deviendra le plus grand en Amérique latine en 2014. Nous créons également des services civils et des chemins d'accès à des zones de production aéroportuaire, procédons à l'extension des systèmes d'arrosage et développons des chaînes de froid et de stockage.

Sans compter l'investissement dans les travaux d'extension du canal, qui s'élève à 5,6 milliards de dollars, le Panama devra investir massivement et à long terme dans les infrastructures, pour un montant de 9,6 milliards de dollars.

Ce montant représente 70 pour cent des investissements prévus, qui s'élèvent à 13,598 milliards de dollars pour cinq ans.

Il faut retirer à cela les investissements faits par les entreprises nationales telles que le Canal, la So-

ciété des autoroutes qui investit 1,1 milliard de dollars dans de nouvelles autoroutes, la Société de transmission électrique qui établit des connexions avec la Colombie, et d'autres entreprises nationales qui ont leurs propres ressources et ne dépendent pas du budget national.

Nous devons ajouter à cela que nous avons voté au Panama une loi sur les sièges des multinationales qui permet de créer des milliers de postes de travail, un grand nombre d'entreprises décidant de s'installer au Panama pour gérer leur marché sud-américain. L'entreprise Procter & Gamble occupe plus de 1 000 travailleurs qui desservent toute l'Amérique latine. Presque 80 entreprises déjà se sont créées et notre enthousiasme est de plus en plus grand chaque fois qu'une entreprise s'installe parce qu'elles investissent beaucoup dans le commerce, dans le marché immobilier et dans tout le Panama.

Les programmes sociaux représentent 3,8 milliards de dollars d'investissement – construction d'écoles, d'hôpitaux, de logements sociaux, d'aqueducs et d'égouts, de centres pénitentiaires. Nous avons construit un métro à Panama, entre autres grands projets. Il y a des programmes économiques qui représentent 5,8 milliards de dollars, par exemple, des systèmes d'irrigation au niveau national, et le Plan de tourisme qui se développe dans les sites stratégiques.

Pour résumer, cette stratégie sociale comporte deux axes: la formation de capital humain et l'inclusion sociale. Le plan d'investissements publics porte sur les secteurs suivants: transports, éducation, culture, santé, administration, services généraux, emplois, protection sociale, agriculture et élevage, justice, protection des citoyens, logement, industrie, commerce, tourisme, et énergie et environnement. Tout cela s'élève à 13 598 millions de dollars.

Au début de mon intervention, j'ai fait référence aux liens historiques qui unissent le Panama à l'OIT. Je voudrais souligner la coopération Sud-Sud qui permet à tous les Membres de l'OIT d'être gagnants. Je veux parler surtout du Système d'information et d'analyse du travail (SIALC) de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui est établi au Panama depuis le milieu des années quatre-vingt-dix.

Au Panama, le SIALC fonctionne grâce à la contribution extraordinaire du gouvernement national et a des ressources de coopération technique de l'OIT. Il a également des relations de collaboration avec les ministères du travail pour l'élaboration de ses systèmes d'information.

Ses bases de données sont utilisées pour des études spéciales demandées par les mandants de l'OIT sur les questions du monde du travail. Finalement, cela permet de donner suite aux objectifs du Millénaire pour le développement et, notamment, l'objectif 1b qui vise à assurer la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif.

L'OIT, avec l'IPEC, aide mon pays à concevoir, organiser et exécuter le Plan national de prévention et d'éradication du travail des enfants, et de protection des adolescents qui travaillent. Il collabore également avec les programmes de lutte contre la traite des personnes et l'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

La coopération et l'assistance technique de l'OIT, à travers l'IPEC, contribuent au renforcement de la capacité des pays de tenir leurs engagements vis-

vis de l'OIT. Elles aident aussi à l'accomplissement de l'Agenda de l'hémisphère pour la création de travail décent en ce qui concerne le travail des enfants et ses pires formes. L'Agenda a permis de concevoir et de promouvoir des plans, programmes et actions pour éliminer le travail des enfants et protéger les adolescents qui travaillent. Nous avons conçu une feuille de route pour faire du Panama un pays sans travail des enfants, sous toutes ses formes. Ainsi, nous éliminerons le travail des enfants de moins de 14 ans. Nous éliminerons les pires formes de travail des mineurs de 18 ans et nous protégerons le bien-être et les droits des adolescents de 14 à 18 ans. Nous allons éliminer les pires formes de travail des enfants avant 2015, ainsi que l'ensemble du travail des enfants avant 2020.

L'exécutif, dans le cadre du plan stratégique du gouvernement, a renforcé le programme du réseau de chances, a pris des initiatives comme la bourse scolaire universelle, qui prévoit des cartables, des fournitures scolaires et des livres de textes, ainsi qu'une allocation de 20 dollars par mois pour tous les élèves des écoles publiques et privées lorsque leurs familles ont un revenu qui ne dépasse pas un certain montant à l'échelle nationale. C'est là un complément important, c'est un soutien familial qui favorise la diminution de la pauvreté. Huit cent mille étudiants bénéficient directement de ce programme, sans aucune ingérence politique, contrairement à autrefois où les bourses étaient octroyées en échange de faveurs politiques.

On leur sert un déjeuner à l'école et un biscuit nutritionnel. L'objectif est que les enfants et adolescents du Panama aillent à l'école et échappent ainsi au travail des enfants. Cette bourse universelle a permis de faire baisser l'abandon scolaire, et le nombre des élèves a augmenté de 12 pour cent en un an seulement.

Dans le souci de la compétitivité de nos ressources humaines, nous avons également commencé à modifier les programmes d'enseignement. Nous les mettons en œuvre dans tous les collèges et écoles du pays. Nous avons renforcé la stratégie de l'éducation, et la première chose que nous ayons faite a été de fournir 45 000 ordinateurs aux maîtres d'école et professeurs pour qu'ils puissent en enseigner l'utilisation aux enfants.

Ensuite, nous avons fourni 93 500 ordinateurs aux étudiants et les enseignants leur ont appris à s'en servir. Nous allons continuer à fournir des ordinateurs (900 000 en tout) pour que tous les étudiants inscrits dans le pays en aient un.

Le réseau national d'Internet, c'est-à-dire «l'Internet pour tous», a permis de créer des conditions propices à l'accès à l'Internet de tous les citoyens. Le développement et l'investissement dans le capital humain se font dans les domaines les plus importants pour créer des emplois et améliorer la qualité du travail.

Nous relevons le défi qui est de créer la main-d'œuvre qualifiée et plus compétitive dont les entreprises ont besoin. C'est pourquoi nous avons donné à l'Institut INADE toutes les ressources nécessaires pour que les diplômés panaméens acquièrent des compétences dans les professions où nous sommes déficitaires.

Nous avons réussi également à parvenir à l'excellence des cultures du service public. Le Panama soutient le socle de protection qui est nécessaire dans le monde du travail, c'est-à-dire la liberté syndicale, la liberté d'association, la reconnaissance

effective du droit de négociation collective, l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire, l'abolition effective du travail des enfants et l'élimination de la discrimination dans l'emploi et la profession.

Une bonne gouvernance est une condition préalable pour le progrès économique et social et pour que ceux qui administrent les États appliquent des politiques et programmes publics, et mènent à bien les activités publiques. Par conséquent, le renforcement de l'état de droit et la lutte contre la corruption améliorent la participation des partenaires sociaux et l'équilibre entre les pouvoirs, ce qui est déterminant pour le succès des politiques publiques.

Il est important d'utiliser les mécanismes du dialogue social et de la négociation collective pour pouvoir élaborer des politiques adaptées aux priorités de chaque pays, notamment quand les tensions sont fortes.

C'est pourquoi le gouvernement du Panama voit dans le dialogue social la possibilité de trouver des solutions équilibrées et fondées sur la durabilité et la responsabilité. Le tripartisme panaméen est arrivé à maturité dans la recherche de la coopération entre le gouvernement, les travailleurs et les employeurs, en réglant les questions du travail afin d'assurer une paix sociale durable sur tout le territoire national. Le tripartisme et le dialogue ont été renforcés grâce à une convention de collaboration entre, d'une part, le ministère du Travail et des Affaires sociales et, d'autre part, la Fondation du travail, de façon à renforcer le dialogue social tripartite au Panama. Cette convention a été signée le 16 janvier 2012.

Les parties se sont engagées à unir leurs efforts pour renforcer les politiques sociales et du travail, dans l'intérêt du secteur productif du pays. Nous le savons, nous avons encore beaucoup à faire et ce ne sera pas facile, mais nous avons beaucoup de bonne volonté et nous utiliserons tous les outils qu'offre le dialogue social pour atteindre les objectifs de l'intérêt commun, que la société dans son ensemble espère.

Je voudrais saisir cette occasion pour vous inviter à venir au Panama afin que vous puissiez constater les transformations que produit une économie en croissance constante, et ouverte aux investissements, où la sécurité juridique existe et où les règles sont claires. Il s'agit d'un pays dont le gouvernement se transforme et qui mène des travaux publics de grande ampleur, lesquels seront achevés pendant le mandat du gouvernement.

La nouvelle organisation des transports urbains permettra d'améliorer la qualité de vie, de disposer

d'un métro pour les centaines de milliers de Panaméens qui passent quatre heures par jour dans le bus pour se rendre sur leur lieu de travail, soit dix ans de la vie productive d'un être humain. Nous mettrons fin à ce problème avec la mise en service du métro dans la ville de Panama.

Par ailleurs, l'agrandissement du canal de Panama et d'autres travaux créent des milliers d'emplois décents qui amélioreront la qualité de vie de tous les Panaméens.

Nous sommes fiers de faire connaître tous ces chantiers à la communauté internationale et nous sommes fiers aussi d'être Panaméens.

*(Applaudissements.)*

---

*Original espagnol: Le PRÉSIDENT*

---

Je vous remercie de votre allocution Monsieur le Président. Au sein de l'Organisation internationale du Travail, nous observons avec un vif intérêt et beaucoup de satisfaction le fait que le grand chantier de l'élargissement du canal de Panama est réalisé dans le respect des principes du travail décent.

Votre pays, Monsieur le Président, a une longue tradition de collaboration avec l'OIT dans le cadre régional.

Depuis sa création il y a dix-sept ans, comme vous l'avez vous-même dit, le Système d'information et d'analyse du travail de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes de l'OIT a bénéficié du soutien indispensable de l'Etat panaméen sans lequel il n'aurait pas pu fonctionner. Ce système d'information et d'analyse est aujourd'hui un outil fondamental pour l'exécution de l'Agenda du travail décent dans les Amériques 2006-2015 ainsi que pour la publication de «Panorama laboral», étude statistique qui revêt une importance fondamentale pour tous les pays de la région des Amériques et qui chaque année est attendue avec une grande impatience.

La visite de hautes autorités panaméennes a honoré ces dernières années les réunions de la Conférence internationale du Travail. A cette tribune, le gouvernement et les représentants des travailleurs et des employeurs du Panama ont exprimé leur profonde conviction que le dialogue social et la participation démocratique sont à la fois les voies les plus sûres vers la paix sociale et la meilleure garantie d'une bonne gouvernance.

Monsieur le Président, au nom de mes collègues, du bureau de la Conférence et de tous les délégués, je tiens à vous exprimer une fois de plus notre très sincère gratitude pour nous avoir honorés de votre visite.

*(La séance est levée à 12 h 10.)*

## TABLE DES MATIÈRES

Page

### *Séance spéciale*

Allocution de Son Excellence M. Ricardo Martinelli Berrocal, Président de la République du Panama .....	1
--	---

.....  
• Le présent document a été tiré à un nombre restreint d'exemplaires afin de réduire autant que possible l'impact sur  
• l'environnement des activités de l'OIT et de contribuer à la neutralité climatique. Nous serions reconnaissants aux  
• délégués et aux observateurs de bien vouloir se rendre aux réunions munis de leurs propres exemplaires afin de ne  
• pas avoir à en demander d'autres. Nous rappelons que tous les documents de la Conférence sont accessibles sur  
• Internet à l'adresse <http://www.ilo.org>.  
•.....